

ÉDITORIAL

Traduit de l'anglais

LE SAHEL : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Adama Dieng*

Le Sahel est une région de 150 millions d'habitants qui s'étend sur 5 000 km, de l'océan Atlantique à l'ouest jusqu'à la mer Rouge à l'est et qui est constituée de 10¹ pays. Pour ce numéro de la *Revue*, l'accent a été mis sur quatre pays du Sahel, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad. À des degrés divers, les Sahéliens subissent les conséquences humanitaires des conflits armés et de l'extrémisme violent qui secouent la région. De plus, bien qu'au niveau mondial les Sahéliens soient les plus faibles contributeurs en CO₂, cette région figure parmi celles qui sont les plus vulnérables au changement climatique², ce qui aggrave la situation humanitaire déjà fragile au Sahel. Les hostilités en cours et l'insécurité alimentaire, alimentées à la fois par les conflits armés et le changement climatique, ont engendré des déplacements et une migration à grande échelle des Sahéliens, que ce soit à l'intérieur des frontières des États ou dans la région dans son ensemble. Au début de la pandémie, la COVID-19 est venue encore aggraver la situation car l'accès humanitaire dans la région a été restreint alors que le conflit armé et les violences se sont intensifiés³.

Conflit armé au Sahel

Les affrontements continus entre les forces armées et les groupes armés au Sahel ont contraint des millions de civils à fuir leur domicile dans plusieurs pays de la région du Sahel⁴. Nombre de ceux qui ont fui sont des agriculteurs qui ne peuvent plus cultiver leurs terres, exacerbant ainsi l'insécurité alimentaire qui frappe déjà la région. Comme nous le verrons ci-après, chaque conflit dans la région du Sahel est

- 1 ONU, *Plan de soutien de l'ONU au Sahel : travailler ensemble pour un Sahel prospère et paisible*, mai 2018, disponible sur : https://www.un.org/africarenewal/sites/www.un.org.africarenewal/files/French%20Summary%20Report_0.pdf (toutes les références internet ont été vérifiées en juin 2022).
 - 2 Centre Climat Croix-Rouge et Croissant-Rouge, « UN: Sahel Region One of the Most Vulnerable to Climate Change », 14 novembre 2018, disponible sur : <https://www.climatecentre.org/981/un-sahel-region-one-of-the-most-vulnerable-to-climate-change/>.
 - 3 Clémentine André, « The Sahel: A Protection Crisis Aggravated by the COVID-19 Pandemic », *ReliefWeb*, 27 octobre 2020, disponible sur : <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/sahel-protection-crisis-aggravated-covid-19-pandemic>.
 - 4 Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) « La dernière décennie de conflits au Sahel a entraîné le déplacement de 2,5 millions de personnes », 14 janvier 2022, disponible sur : <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2022/1/61e17bc3a/derniere-decennie-conflits-sahel-entraine-deplacement-25-millions-personnes.html>.
- * Adama Dieng est ancien Secrétaire général adjoint de l'ONU et conseiller spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la prévention du génocide, Sénégal.

unique ; chaque situation a sa propre histoire, ses propres complexités et une diversité d'acteurs. Cependant, même avec des histoires si complexes, le droit international humanitaire (DIH) doit être respecté. Le DIH n'est pas juste un slogan, c'est une responsabilité.

Le Burkina Faso se trouve actuellement dans un état catastrophique en raison des conflits armés et d'autres situations de violence dont les causes sont diverses. L'instabilité n'a fait que croître depuis la révolution de 2014 et, depuis 2016, les attaques de groupes extrémistes contre les forces militaires burkinabés et les civils ont été constantes. Ces groupes étaient fortement présents au Burkina Faso et au Mali voisin. Ces divers groupes extrémistes s'opposaient aussi les uns aux autres en raison des divergences idéologiques des groupes auxquels ils ont prêté allégeance (autrement dit, Al-Qaïda ou l'État Islamique). Depuis 2015, plus de 2 000 personnes ont été tuées et 1,5 million de personnes ont été déplacées du fait des violences attribuées aux groupes extrémistes au Burkina Faso. De plus, les violences communautaires se multiplient au Burkina Faso, ce « qui met en péril toutes perspectives de cohabitation entre les communautés⁵ ».

De surcroît, la faible présence des services de l'État en dehors de Ouagadougou, la capitale, et la méfiance de la population vis-à-vis de ces services ont contribué à la prolifération de nombreux groupes d'autodéfense dans les zones menacées par des groupes armés extrémistes et d'autres groupes criminels. Ces groupes ont eux-mêmes été parties à plusieurs conflits ethniques ou communautaires, meurtriers. Bien que ces groupes aient été considérés comme légitimes à leur création, nombreux sont ceux qui ont contesté leurs actions à partir du moment où ils ont été soupçonnés de violer les droits de l'homme⁶ des populations de la région.

Le Mali voisin connaît un conflit armé depuis 2012. Puisque les divers accords de paix entre les parties au conflit armé ne sont pas parvenus à y mettre un terme, on estime qu'entre mai 2020 et juin 2021, plus de 2 000 personnes ont été tuées dans les affrontements armés en cours au Mali⁷. Les causes profondes du conflit remontent à des décennies et sont extrêmement complexes. Le manque de confiance entre les divers groupes ethniques, les inégalités horizontales au sein des populations et les préoccupations environnementales, ajoutés à la concentration du pouvoir entre les mains d'une poignée de personnes, sont quelques-uns des problèmes latents depuis des années et qui persistent aujourd'hui encore.

Dans le Mali postcolonial des années 1960, on a assisté à des rébellions et à des révolutions fomentées par des groupes ethniques au nord et dirigées contre le gouvernement de Bamako. Des disparités économiques et d'autres inégalités dans le nord du pays ont amené la population du nord à ne plus faire confiance au

5 Comité international de la Croix-Rouge (CICR), « Burkina Faso : Les violences armées et les tensions communautaires se multiplient dangereusement », 21 mai 2021, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/document/burkina-faso-les-violences-armees-et-les-tensions-communautaires-se-multiplient>.

6 Amnesty International, « Burkina Faso 2021 », disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/burkina-faso/report-burkina-faso/>.

7 Kheira Tarif et Anab Ovidie Grand, « Climate Change and Violent Conflict in Mali », ACCORD, 10 juin 2021, disponible sur : <https://www.accord.org.za/analysis/climate-change-and-violent-conflict-in-mali/>.

gouvernement central et à soutenir des groupes de défense communautaires et des groupes armés dans leurs régions. Cela a conduit à ce que l'on a appelé la « rébellion touarègue » qui fut accompagnée d'une sévère répression de la part du gouvernement. Bien que de nombreux accords de paix aient été signés ces dernières décennies, aucun n'a permis de faire cesser les conflits armés impliquant les communautés touaregs. De plus, bien qu'à un niveau d'intensité plus bas, d'autres groupes, comme les communautés arabes, Songhay et Fulani dans le Mali postcolonial, ont également été impliqués dans les violences armées. On a assisté, ces dix dernières années, à des affrontements permanents entre l'armée malienne et les groupes armés dans le nord du pays. Il y a également eu des affrontements entre des groupes armés et d'autres groupes désignés comme « terroristes » dans la région.

Ces conflits ont été marqués par l'engagement international des forces françaises, de l'armée américaine et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Vers la fin de l'année 2021, il y avait plus de 350 000 personnes déplacées internes (PDI) et plus de 50 000 réfugiés maliens⁸.

Le Niger, qui partage des frontières avec le Burkina Faso et le Mali, a été confronté aux conséquences catastrophiques des affrontements armés entre les forces armées, les groupes armés et les groupes extrémistes durant ces dix dernières années. Les violences armées au Niger et les conséquences des conflits des pays voisins qui débordent sur le Niger, le Burkina Faso et le Mali d'un côté et la Libye de l'autre, ont contribué à accroître l'instabilité et les problèmes de sécurité au Niger. Rien qu'au premier semestre de 2021, on a décompté, au Niger, plus de 540 victimes civiles du conflit⁹. Le conflit armé a eu des conséquences désastreuses pour les enfants au Niger : sur 3,8 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire dans ce pays, 2,1 millions sont des enfants dont 1,6 million souffrent de malnutrition¹⁰. Plus de 80 enfants âgés de 15 à 17 ans et qui vivent dans des villes à la frontière du Niger et du Burkina Faso, auraient été recrutés comme enfants soldats¹¹. Rien qu'en 2021, plus de 60 enfants ont été tués lors de violences liées au conflit au Niger¹².

Le Tchad a aussi connu son lot de violences et de tensions intercommunautaires. La situation dans ce pays du Sahel s'inscrit dans une histoire politique complexe et destructrice. Ces dernières années, le pays a été secoué par des conflits armés et des violences qui sont dus à la situation politique, aux élections en particulier, ainsi qu'au partage des terres entre populations indigènes et non indigènes,

8 HCR, « Portail opérationnel. Crises de réfugiés. Mali », disponible sur : <https://data.unhcr.org/fr/country/mli>.

9 Amnesty International, « Niger : "Je n'ai plus rien, à part moi-même". Les répercussions croissantes du conflit sur les enfants dans la région de Tillabéri », AFR 43/4627/2021, 13 septembre 2021, pp. 22-23, disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/4627/2021/fr/>.

10 Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), « Plus de 2,1 millions d'enfants pris dans une crise humanitaire au Niger », communiqué de presse, 1^{er} juillet 2021, disponible sur : <https://www.unicef.fr/article/plus-de-21-millions-denfants-pris-dans-une-crise-humanitaire-au-niger>.

11 Amnesty International, *op. cit.* note 9, p. 42.

12 Amnesty International, « Niger. De plus en plus d'enfants sont tués ou recrutés par des groupes armés dans la zone sahélienne des trois frontières – nouveau rapport », 13 septembre 2021, disponible sur : <https://www.amnesty.fr/presse/de-plus-en-plus-denfants-sont-tues-ou-cibles-pour>.

résultat de la réinstallation¹³. Dans la province de Lac du Tchad, qui se trouve dans le bassin du lac Tchad, l'insécurité générée par les conflits armés a eu des conséquences humanitaires catastrophiques. Rien qu'en 2021, les conflits armés en cours dans la province ont entraîné le déplacement de 406 500 personnes (soit plus de 60 % de la population de la province) à l'intérieur du pays¹⁴. La même année, plus de 1,8 million de Tchadiens étaient confrontés à une grave crise alimentaire. De plus, les conflits qui débordent d'autres pays frontaliers qui ne font pas partie du Sahel, comme la Libye et la République centrafricaine, mais aussi les groupes « terroristes » qui sévissent dans d'autres parties du Sahel, ont provoqué des victimes civiles et des déplacements¹⁵. Le Tchad a été au cœur de violentes exactions perpétrées par des groupes extrémistes, causant des centaines de victimes civiles, notamment dans la capitale, N'Djamena.

En 2021, ces conflits au Tchad ont provoqué plus de 300 victimes¹⁶. La crise politique que traverse le pays et les luttes de pouvoir ont aussi provoqué plusieurs incidents graves liés aux violences politiques pendant et après les élections. Les difficultés socio-économiques auxquelles le pays est confronté, 42 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté¹⁷, ont aussi soulevé l'indignation vis-à-vis du gouvernement. Cette indignation a, à son tour, favorisé les activités de recrutement des groupes armés non étatiques (GANE).

Terrorisme

L'instabilité dans la région du Sahel a facilité l'émergence de certains groupes « terroristes » dans la région. Dans le but de contraindre le peuple sahélien et les décideurs gouvernementaux à verser des rançons ou à faire des concessions politiques, ces groupes ont eu recours à diverses méthodes terroristes, notamment en perpétrant des attaques meurtrières, sans aucune distinction, contre des cibles civiles et militaires, en attaquant le public et les propriétés privées, en kidnappant des individus et plus encore¹⁸. La faiblesse des institutions étatiques dans les zones des frontières interétatiques a favorisé la prolifération de ces groupes dans les villes frontalières et

13 Institut d'Études sur la paix et la sécurité (IPSS), *Peace & Security Report. Chad, Conflict Insights*, Université d'Addis-Abeba, Addis-Abeba, Éthiopie, avril 2021, p. 3, disponible sur : <https://ipss-addis.org/wp-content/uploads/2021/04/Chad-Conflict-Insights-vol-1-23042021.pdf>.

14 Nations unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), « Aperçu humanitaire mondial : Tchad », disponible sur : <https://gho.unocha.org/chad> et Tchad, « rapport de situation », disponible sur : <https://reports.unocha.org/fr/country/chad/>.

15 *Ibid.*

16 OCHA, « Tchad : aperçu des conflits inter-communautaires - 31 juillet 2021 », disponible sur : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad/infographic/tchad-aperçu-des-conflits-inter-communautaires-31-juillet-2021>.

17 La Banque mondiale, *Tchad : évaluation de la pauvreté. Investir dans l'augmentation des revenus ruraux, le capital humain et la résilience pour soutenir une réduction durable de la pauvreté*, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale, Washington, DC, 2021, p. 19, disponible sur : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/623761633424786706/pdf/Chad-Poverty-Assessment-Investing-in-Rural-Income-Growth-Human-Capital-and-Resilience-to-Support-Sustainable-Poverty-Reduction.pdf>.

18 Ernest Harsch, « Unis contre le terrorisme de part et d'autre du Sahara », AfriqueRenouveau, disponible sur : <https://www.un.org/africarenewal/fr/a-la-une/unis-contre-le-terrorisme-de-part-et-d'autre-du-sahara>.

à leur périphérie, lesquels attaquent les populations dans plusieurs pays en même temps. Ces groupes ont aussi profité de la porosité des frontières entre les États du Sahel, pour circuler librement d'un pays à l'autre.

En 2019, les attaques terroristes ont causé plus de 4 000 victimes au Burkina Faso, au Mali et au Niger¹⁹. Ces attaques ont ainsi entraîné le déplacement de plus d'un demi-million de personnes²⁰. La présence croissante de groupes « terroristes » au Sahel a aussi favorisé l'essor du crime organisé et l'implantation de réseaux criminels qui ont été utilisés pour des activités criminelles lucratives telles que le trafic de drogue, le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains ou les enlèvements contre rançon.

Chaque État de la région du Sahel a mis en place diverses mesures pour lutter contre le terrorisme au niveau national, afin de tenter de résoudre ce problème. Cependant, certains ont pu dire que ces mesures avaient causé plus de victimes civiles que ce qu'elles étaient destinées à éviter²¹.

Des efforts ont également été déployés au niveau régional pour lutter contre le terrorisme au Sahel. En 2017, le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont créé la Force conjointe du G5 Sahel pour répondre à la présence croissante de groupes armés et violents. Le G5 a été créé par les pays fondateurs pour mutualiser leurs efforts et leurs moyens pour combattre les menaces sécuritaires communes et garantir la sécurité de leurs citoyens²². Entre 2014 et 2015, plusieurs pays du bassin du lac Tchad, tels que le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, mais aussi le Bénin, ont uni leurs forces pour créer la Force multinationale mixte pour combattre le terrorisme dans ces États²³. La création de cette force a été approuvée par l'Union africaine en 2015²⁴. Pour soutenir les pays du Sahel dans leurs efforts pour lutter contre le terrorisme et à l'invitation du Mali, la France a lancé l'opération Serval en 2013, laquelle a été suivie de l'opération Barkhane en 2014, en déployant 5 000 militaires français²⁵.

19 Nations unies, « Le nombre de victimes d'attaques terroristes multiplié par cinq en trois ans au Burkina Faso, au Mali et au Niger », 8 janvier 2020, disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059551>.

20 *Ibid.*

21 Au Mali, par exemple, les opérations pour lutter contre les groupes armés islamistes ont fait payer un lourd tribut aux civils. Voir Human Rights Watch, « Les opérations militaires donnent lieu à des abus », 8 septembre 2017, disponible sur : <https://www.hrw.org/fr/news/2017/09/08/mali-les-operations-militaires-donnent-lieu-des-abus> ; voir aussi Héni Nsaibia et Caleb Weiss, « Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 3, mars 2018, disponible sur : <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/>.

22 Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), « Projet d'Appui à la Force conjointe du G5 Sahel dans la mise en œuvre du Cadre de conformité aux droits de l'homme et au droit international humanitaire », disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/countries/africa-region/project-supporting-g5-sahel-joint-force-implementation-human-rights-and-international-humanitarian>.

23 International Crisis Group, *Quel rôle pour la force multinationale mixte dans la lutte contre Boko Haram ?* Rapport n° 291/ Africa, Bruxelles, 7 juillet 2020, disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/what-role-multinational-joint-task-force-fighting-boko-haram>.

24 *Ibid.*

25 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « L'action de la France au Sahel », disponible sur : <https://ambafrance.org/L-action-de-la-France-au-Sahel>.

Pour autant, des allégations de violations du DIH et du droit international des droits de l'homme (DIDH)²⁶ qui auraient été commises par les forces nationales²⁷, les forces régionales telles que la force conjointe G5²⁸ et l'opération française Barkhane²⁹, ont été rapportées. Des rapports ont affirmé que ces forces avaient visé des civils, procédé à des exécutions sommaires, recouru à la torture, commis des viols, contribué à des disparitions forcées et autres représailles³⁰. De telles violations risquent de réduire à néant tous les efforts déployés par les forces pour lutter contre le terrorisme et, par-delà, saper la confiance et le contrat social passé entre les populations locales et les gouvernements concernés. Conjuguées à la faiblesse des institutions qui ont été dans l'incapacité de les protéger des groupes armés et des groupes « terroristes », les violations graves des droits de l'homme commises par les forces armées nationales³¹, régionales, étrangères et internationales, font que les Sahéliens sont moins enclins à soutenir les opérations de lutte contre le terrorisme.

Effets des violences dans la région sur les populations civiles

En plus des conséquences habituelles des conflits armés qui ont perturbé la vie des civils, les Sahéliens ont également dû faire face à des répercussions encore plus sévères, dans la mesure où les civils sont devenus les cibles directes des attaques de diverses parties aux divers conflits armés se déroulant dans la région. Plusieurs rapports ont montré que des groupes armés, des groupes d'autodéfense communautaires et des forces de sécurité avaient directement visé des civils³². Rien que dans les six premiers mois de l'année 2020, il y a eu plus de 4 660 victimes des conflits armés et des violences dans la région du Sahel central qui comprend le Burkina Faso, le Mali

26 ACLED, « State Atrocities in The Sahel: The Impetus for Counterinsurgency Results is Fueling Government Attacks on Civilians », 20 mai 2020, disponible sur : <https://acleddata.com/2020/05/20/state-atrocities-in-the-sahel-the-impetus-for-counter-insurgency-results-is-fueling-government-attacks-on-civilians/>.

27 CSNU, Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, Rapport du Secrétaire général, Doc. NU S/2020/1074, 2 novembre 2020, par. 25-26, disponible sur : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/286/23/PDF/N2028623.pdf?OpenElement>.

28 HCDH, « Rapport de situation : projet d'Appui du HCDH à la Force conjointe du G5 Sahel dans la mise en œuvre du Cadre de conformité aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, 1^{er} mai 2018 – 31 mars 2020 », 5 août 2020, par. 120-124, disponible sur : https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/Africa/G5_Sahel_Report_F_Final_05.08.2020.pdf.

29 Nations unies MINUSMA, « Communiqué de presse MINUSMA. Rapport sur les événements de Bounty du 3 janvier 2021 », Bamako, 30 mars 2021, disponible sur : https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/communique_minusma_-_rapport_bounty5.pdf.

30 Human Rights Watch, « Sahel : mettre fin aux abus commis lors des opérations de lutte contre le terrorisme », 13 février 2021, disponible sur : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/13/sahel-mettre-fin-aux-abus-commis-lors-des-operations-de-lutte-contre-le-terrorisme>.

31 Nations unies MINUSMA, division des droits de l'homme et de la protection, « Note sur les tendances des violations et abus de droits de l'homme au Mali, 1^{er} avril–30 juin 2020 », août 2020, par. 11–13, 33 et 40, disponible sur : https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/note_trimestrielle_tendances_des_violations_et_abus_de_dh_avril-juin_2020_final_version.pdf.

32 Global Centre for the Responsibility to Protect, « Central Sahel, Niger » 1^{er} mars 2022, disponible sur : <https://www.globalr2p.org/countries/niger/>.

et le Niger³³. Entre février 2021 et février 2022, près de 2 000 civils ont été tués au Burkina Faso, au Mali et au Niger³⁴. Ces attaques, menées au nom d'une identité ethnique et religieuse, ont reçu le soutien des groupes de défense communautaire. Non seulement les civils étaient victimes d'attaques directes, mais leurs biens, comme les fermes, les récoltes et les réserves de nourriture, ont été détruits, aggravant ainsi davantage encore l'insécurité alimentaire dans la région³⁵.

Ces conflits armés au Sahel qui durent depuis des décennies ont également limité l'accès des victimes aux services essentiels et à l'assistance humanitaire, en particulier pour les plus vulnérables. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a estimé que « près de 1,5 million de personnes vivent dans des zones où l'accès à l'aide humanitaire et aux services de base est devenu presque impossible au Sahel³⁶ ».

Les conflits armés prolongés au Sahel ont également provoqué une longue interruption de l'enseignement du fait de l'impossibilité d'accéder aux écoles. Les hostilités en cours ont mené à la fermeture ou à la destruction de plus de 6 000 écoles³⁷, violant ainsi le droit à l'éducation des enfants. Les écoles sont non seulement un lieu d'apprentissage, mais elles constituent aussi un espace de sécurité psychologique dans lequel les enfants peuvent être des enfants et interagir avec d'autres enfants dans un environnement sûr³⁸. C'est pourquoi la destruction des écoles perturbe gravement la vie des enfants. Pour les 7 millions d'enfants sahéliens déscolarisés en raison des conflits armés et des violences³⁹, la destruction des écoles met non seulement en péril leur vie actuelle, mais aussi leur vie future⁴⁰.

De nombreux rapports ont également montré que ces enfants dans la région, notamment les jeunes garçons, ont été les cibles directes d'attaques par différents groupes armés et d'autres parties au conflit⁴¹, en violation des dispositions du DIH et du DIDH qui protègent les enfants. De jeunes enfants ont également été recrutés dans les forces armées et les groupes armés⁴² au Sahel pour combattre ou pour accomplir d'autres fonctions, en dépit de l'interdiction de recrutement et d'utilisation d'enfants

33 CICR, « Centre du Sahel : plus d'un million de déplacés et des décès en hausse dus à la flambée de violence, communiqué de presse, 14 septembre 2020, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/document/centre-du-sahel-plus-dun-million-de-deplaces-et-des-deces-en-hausse-dus-la-flambee-de>.

34 Global Centre for the Responsibility to Protect, *op. cit.* note 32.

35 *Ibid.*

36 CICR, « Après dix ans de violences armées au Sahel, il est encore temps de faire preuve d'humanité » Déclaration, 10 février 2022, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/document/apres-dix-ans-de-violences-armees-au-sahel-il-est-encore-temps-de-faire-preuve-dhumanite>.

37 OCHA, « Afrique de l'Ouest : les crises du Sahel ont des effets dévastateurs sur les plus vulnérables », 4 janvier 2022, disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2022/01/1111672>.

38 Bede Sheppard, « Keeping Schools Safe from the Battlefield: Why Global Legal and Policy Efforts to Deter the Military Use of Schools Matter », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 101, n° 911, p. 671.

39 OCHA, *op. cit.* note 37.

40 Save the Children, « Les enfants du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont plus exposés au risque de recrutement par des groupes armés », 20 octobre 2021, disponible sur : <https://burkinafaso.savethechildren.net/news/les-enfants-du-mali-du-niger-et-du-burkina-faso-sont-plus-exposés-au-risque-de-recrutement-par>.

41 Amnesty International, *op. cit.* note 9, p. 19.

42 Amnesty International, *op. cit.* note 9, p. 27 ; voir aussi Save the Children, *op. cit.* note 40, p. 37.

soldats posée dans le DIH et le DIDH. Les enfants risquent alors d'être tués, blessés ou détenus lors de conflits armés. De plus, la participation des enfants aux conflits armés provoque des effets psychologiques sur le long terme, qui, souvent, les empêche de se réintégrer dans la société après le conflit. Le fait d'être exposés continuellement à la violence rend les enfants plus susceptibles de souffrir de troubles psychologiques, notamment de troubles de stress post-traumatique et de dépression⁴³. En octobre 2021, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution, la première du genre, portée par le Niger et la Norvège, sur la protection de l'éducation dans les conflits armés⁴⁴.

Les filles et les femmes au Sahel sont également fortement confrontées à des violences sexuelles et à des violences basées sur le genre, commises par des forces armées et de plusieurs groupes armés. Ces dix dernières années, les viols, les mariages forcés et les mariages d'enfants, les mutilations sexuelles féminines et le trafic de filles et de femmes ont augmenté au Sahel⁴⁵. Les témoignages de filles et de femmes victimes de violences sexuelles, publiés dans ce numéro de la *Revue* montrent les lourdes séquelles des violences sexuelles ainsi que des violences basées sur le genre au Sahel et mettent l'accent sur l'importance de renforcer la protection des filles et des femmes dans les conflits armés et, plus généralement, de respecter le DIH.

De plus, l'impunité et l'absence de mise en jeu de la responsabilité pour des violations du DIH et du DIDH au Sahel continuent d'alimenter des ressentiments déjà présents dans la région. Bien que des rapports aient révélé que de graves violations du DIH et du DIDH avaient été commises par les forces armées nationales, étrangères et internationales ainsi que par divers groupes armés, rien ou peu a été fait pour que les responsables répondent de leurs actes ou pour réparer les préjudices, afin de faire respecter le DIH et le DIDH. Les violations du DIH commises dans les conflits armés et les violations du DIDH doivent donner lieu à des enquêtes. Cela exige que les États se dotent de mesures internes pour s'assurer de l'effectivité de telles enquêtes, ainsi que d'un soutien international. Non cela permettra de sanctionner les violations commises dans le passé, mais cela permettra également de maintenir la cohésion sociale au Sahel dans le futur.

De nouveau, le DIH n'est pas juste un slogan ; c'est une responsabilité. Tous les États ont l'obligation de respecter et de faire respecter cette branche du droit. La violation du DIH ainsi que du DIDH, affecte d'abord et avant tout, la dignité humaine, sur le fondement de laquelle de nombreuses règles du DIH et du DIDH ont été établies. De ce fait, la dignité humaine nécessite le respect et au moins la mise en jeu de la responsabilité en cas de violations.

43 Rochelle L. Frounfelker et al., « Living Through War: Mental Health of Children and Youth in Conflict-Affected Areas », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 101, n° 911, p. 486.

44 CSNU, Rés. 2601 (2021), Doc. UN S/Res/2601 (2021), 29 octobre 2021, disponible sur : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/313/77/PDF/N2131377.pdf?OpenElement>.

45 GBV AoR, « GBV in the Central Sahel – GBV AoR West and Central Africa: Briefing Document for the Central Sahel Ministerial Meeting – 20 October 2020 », *ReliefWeb*, disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/gbv_central_sahel_advocacy_doc_final_english_0.pdf.

Changement climatique

La région du Sahel, où les températures augmentent 1,5 fois plus rapidement que la moyenne mondiale, est au cœur de la dure réalité du changement climatique. Pour les Sahéliens dont l'essentiel des moyens de subsistance dépend de l'agriculture et du pastoralisme, cela s'est traduit par des sécheresses et des inondations plus fréquentes et plus sévères, réduisant ainsi les capacités de production alimentaire. Dans un environnement déjà semi-aride, les terres agricoles et les pâturages au Sahel ont souffert de la déforestation et du surpâturage, ce qui a diminué la capacité du sol à retenir l'eau, l'exposant à un risque d'érosion.

Comme la source première de revenus de plus de 70 % de la population du Sahel⁴⁶ repose sur l'agriculture et le pastoralisme, les effets néfastes du changement climatique sont venus aggraver une situation déjà fragile. Comme le développement économique et les capacités varient d'un pays à l'autre, l'aptitude de chaque État à appréhender les effets du changement climatique diffère. La faiblesse de la gouvernance et des institutions a encore réduit cette capacité, ce qui a pesé lourd sur la vie des Sahéliens et contribué au sous-développement de la région. Compte tenu de la faiblesse des institutions, d'une mauvaise gouvernance, des luttes du pouvoir interne et de la corruption, les gouvernements sahéliens n'ont pas été capables de répondre de manière adéquate aux questions et aux préoccupations des Sahéliens relatives aux effets négatifs du changement climatique, au développement économique, à l'insécurité alimentaire, aux violences et aux déplacements. L'ancien Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, définissait le changement climatique comme un « multiplicateur de menaces » qui empire les tensions sociales, politiques et économiques ainsi que les conflits existants déjà⁴⁷. Dans le cas du Sahel, le changement climatique a en effet contribué à attiser les tensions socio-économiques et politiques et à aggraver les conflits.

En raison d'un accès limité à la terre et à l'eau, qui sont les rares ressources naturelles au Sahel mais qui sont insuffisantes pour satisfaire les besoins de la population croissante dans la région, les routes migratoires empruntées par les éleveurs passent davantage sur les terres traditionnellement utilisées par les agriculteurs pour les cultures. Dans le même temps, les agriculteurs ont de plus en plus étendu leurs cultures sur des terres traditionnellement utilisées comme des couloirs pastoraux. Cela a engendré de violents affrontements entre les agriculteurs cultivant la terre et les éleveurs qui franchissent souvent des frontières intraétatiques pour nourrir leur bétail. Ces dix dernières années, les violences entre les agriculteurs et les éleveurs ont causé plus de 15 000 victimes, dont plus de la moitié rien que sur ces trois dernières

46 Oriol Puig Cepero et al., *Le changement climatique et son impact sur la sécurité au Sahel*, juin 2021, p. 12, disponible sur : <https://ipi-ufv.com/wp-content/uploads/2021/06/Analisis-15-2021-Le-changement-climatique-et-son-impact-sur-la-securite-au-Sahel.pdf> et rapport, *Climate Change, Development and Security in the Central Sahel, Cascades*, <https://www.cascades.eu/wp-content/uploads/2021/06/Climate-Change-Development-and-Security-in-the-Central-Sahel.pdf>.

47 SGNU, « Secretary General's Remarks on Climate Change at the Policy Spotlight with Friends of Europe [as prepared for delivery] », 3 avril 2014, disponible sur : <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2014-04-03/secretary-generals-remarks-climate-change-policy-spotlight-friends>.

années⁴⁸. Bien que la compétition pour des ressources rares soit à l'origine de ces différends, ces doléances ont été alimentées et utilisées par des groupes « terroristes » pour favoriser le recrutement dans leurs propres forces.

Pour les pays du Sahel, le changement climatique représente une de leurs priorités transversales, comme le montrent la signature et la ratification par les 5 membres du G5 Sahel de l'accord de Paris sur le changement climatique. Cependant, en raison de l'insuffisance des ressources nécessaires au Sahel et du fait que les pays de la région du Sahel sont parmi les plus faibles contributeurs de CO₂ dans le monde, l'action régionale seule ne peut pas compenser les effets désastreux du changement climatique. Cependant, le Niger a travaillé avec l'Irlande pour co-rédiger un projet de résolution thématique sur le changement climatique et la sécurité et l'a portée devant le Conseil de sécurité à la fin de l'année 2021 en vue d'un vote. Ce projet de résolution « dont l'ambition était d'analyser les conflits – y compris ceux à l'ordre du jour du Conseil – en “intégrant des données sur les répercussions des changements climatiques sur la sécurité”⁴⁹ » et qui a recueilli 12 votes pour, 2 contre et une abstention, ne fut pas adopté par le Conseil de sécurité. Son excellence Abdoulaye Abarry Dan Bouzouwa, ambassadeur du Niger au Conseil de sécurité des Nations unies de 2020 à 2021, souligne l'importance de reconnaître les risques que posent les changements climatiques sur la sécurité, notamment au Sahel, dans l'entretien qu'il a accordé à la *Revue* pour le présent numéro.

La mobilisation de la communauté internationale pour agir mieux et vite contre le changement climatique est plus essentielle que jamais. Le changement climatique est un problème mondial affectant tous les pays, bien que certains, comme ceux du Sahel central, soient plus affectés que d'autres. Les effets sévères de l'augmentation des températures au Sahel à un rythme 1,5 fois plus élevé que la moyenne mondiale, comme de très fortes inondations ou des sécheresses intenses, doivent être vues comme un signal d'alarme lancé à la communauté internationale afin qu'elle s'engage à prendre des actions efficaces pour lutter contre le changement climatique.

Déplacement

Quel que soit le lieu où se déroulent les divers conflits armés au Sahel, quelles que soient les parties à ces conflits et quelles que soient les diverses conséquences du changement climatique, un élément reste constant pour l'ensemble de la région : des millions de personnes ont été déplacées, contraintes de fuir leur domicile pour échapper à la situation régnant dans toute la région du Sahel. Au Sahel, les causes du déplacement, conflit ou conditions climatiques rigoureuses, étant étroitement

48 Leif Brottem, « La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale », *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 39, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 3 août 2021, disponible sur : <https://africacenter.org/fr/publication/la-complexite-croissante-des-conflits-entre-agriculteurs-et-eleveurs-en-afrique-de-louest-et-centrale/>.

49 Nations unies, « Le Conseil de sécurité ne parvient pas à reconnaître les changements climatiques comme multiplicateurs des facteurs d'instabilité », couverture des réunions & communiqués de presse, 13 décembre 2021, disponible sur : <https://www.un.org/press/fr/2021/cs14732.doc.htm>.

imbriquées, il n'est pas facile d'imputer les déplacements et l'instabilité qu'ils génèrent, à une seule cause ou à une cause immédiate.

Bien que cette crise soit souvent ignorée, le Sahel est confronté à l'une des crises de déplacement à la croissance la plus rapide du monde. En février 2022, on comptait plus de 2,6 millions de Sahéliens déplacés interne, autrement dit des personnes qui ont dû fuir leur domicile tout en restant dans le même pays. Ce chiffre a été multiplié par dix en moins de dix ans : en 2013, il y a eu 217 000 PDI au Sahel. Plus d'un demi-million des 2,1 millions de PDI ont été déplacés sur la seule année 2021. En outre, 930 000 personnes ont traversé les frontières de leurs pays pour chercher refuge dans les États voisins, tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger, portant le nombre total de personnes déplacées au Sahel à 2,7 millions⁵⁰.

En seulement trois ans (de 2018 à 2021), il y a eu dix fois plus de PDI au Burkina Faso, soit 1,5 million de personnes, ce qui en a fait l'une des crises de déplacement où la croissance est la plus rapide au monde⁵¹.

Même après avoir été forcés de fuir pour échapper aux violences, les personnes qui, au Sahel, ont rejoint divers lieux d'accueil, qu'il s'agisse de camps de PDI ou de réfugiés, ont été l'objet d'attaques graves perpétrées par des groupes armés⁵², en violation du DIH.

Il est évident que personne ne choisit le chemin de l'exil et ne décide d'abandonner son domicile pour rester dans des camps de PDI ou de réfugiés⁵³. Les millions de personnes qui se trouvent dans les camps aux quatre coins du Sahel, ont été forcées de fuir leur domicile en raison des conditions de vie rendues impossibles par les conflits armés et le changement climatique. Les témoignages des PDI, insérés dans ce numéro de la *Revue* mettent un visage humain sur la crise du déplacement dans la région du Sahel, nous livrent leur histoire et parlent de leur résilience.

Le déplacement induit aussi diverses conséquences qui empêchent les PDI et les réfugiés de jouir pleinement de leurs droits. De nombreux PDI et réfugiés ont des difficultés d'accès aux biens de première nécessité, comme la nourriture, l'eau, un abri, des vêtements et des services de santé. Ces personnes ont abandonné leur domicile et leurs moyens de subsistance, se retrouvant alors avec peu ou pas de revenus pour se procurer ces biens de première nécessité. Pour de nombreux Sahéliens qui vivaient déjà sous le seuil de pauvreté, le déplacement les a plongés dans une extrême pauvreté, ce qui engendre encore plus de violations de leurs droits fondamentaux et de menaces à leur dignité humaine fondamentale⁵⁴.

50 HCR, « Urgence Sahel », disponible sur : <https://www.unhcr.org/fr/urgence-sahel.html> ; voir aussi R4Sahel, Plateforme de coordination des déplacements forcés au Sahel, « Crise au Sahel », 31 mai 2022, disponible sur : <https://data.unhcr.org/fr/situations/sahelcrisis/location/8697>.

51 Nations unies, « Burkina Faso : L'augmentation des déplacements s'ajoute aux crises au Sahel », UN News, 4 février 2022, disponible sur : <https://news.un.org/en/story/2022/02/1111332>.

52 Global Centre for Responsibility to Protect, « Atrocity Alert n° 202: The Sahel, Nigeria and Central African Republic » 6 mai 2020, disponible sur : <https://www.globalr2p.org/publications/atrocity-alert-no-202-the-sahel-nigeria-and-car/>.

53 Allocation de Monsieur Adama Dieng, Secrétaire général adjoint et Conseiller Spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la prévention du génocide, Dialogue Régional de Protection et de Solutions dans le cadre des déplacements forcés au Sahel Bamako, 12 septembre 2019.

54 HCDH, « Le HCDH et la pauvreté du point de vue des droits de l'homme », disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/poverty>.

Bien que les programmes humanitaires, nationaux, régionaux ou internationaux, pour alléger au moins certains des besoins humanitaires des PDI et des réfugiés dans la région du Sahel soient nombreux, la crise du déplacement exige une solution durable. Puisque la crise du déplacement est provoquée par des conflits armés et des effets du changement climatique, les États du Sahel doivent travailler ensemble, en pleine coopération avec les organisations régionales et internationales, pour s'attaquer aux causes du déplacement.

Opportunités au Sahel

Bien qu'au Sahel les défis mentionnés ci-dessus soient nombreux, cette région regorge d'opportunités.

Un accent porté sur la jeunesse

En 2020 et 2021, 64,5 % des 150 millions d'habitants du Sahel étaient des jeunes âgés de moins de 25 ans⁵⁵. Cette jeunesse représente d'abondantes ressources humaines pour le développement au sein de la région et du marché mondial. Un investissement efficace dans l'éducation et le potentiel de la jeunesse sahélienne seront de nature à garantir un développement économique stable dans la région. La croissance du développement économique, de l'éducation et des opportunités d'emploi au Sahel contribueront à lutter contre l'extrémisme violent et le recrutement volontaire des jeunes par les groupes armés qui les attirent souvent par des incitations financières.

Cependant, cela nécessite une étude et une analyse minutieuses des facteurs qui rendent les jeunes plus vulnérables à l'extrémisme violent ou au recrutement volontaire dans les groupes armés. Personne ne naît « terroriste » ; mais les individus sont transformés en « terroristes ». Un milieu socio-économique défavorisé et un faible niveau d'éducation, la marginalisation et les revendications collectives, l'injustice, l'oppression, la gouvernance déplorable, le détournement des croyances, les idéologies et les différences ethniques et culturelles sont autant d'éléments susceptibles de pousser les jeunes à se tourner vers l'extrémisme violent⁵⁶.

Plus important encore, associer les jeunes du Sahel aux décisions permettra de trouver des solutions à leurs revendications les plus profondes à l'encontre des gouvernements sahéliens et de leur redonner confiance en eux-ci. Porter une particulière attention aux communautés qui ont été marginalisées, socialement, économiquement et politiquement, aidera à renforcer la cohésion sociale entre les diverses communautés de la région.

55 Alliance Sahel, « Mali : soutenir les opportunités d'emplois créées par les jeunes », 13 décembre 2019, disponible sur : <https://medium.com/@sahelalliance/mali-soutenir-les-opportunités-demplois-crées-par-les-jeunes-33533372bbf6>.

56 Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA), *Autonomisation des jeunes pour la construction de la paix et de la résilience et pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel et dans les pays environnants : guide de l'enseignant*, 2020, pp. 18-19, disponible sur : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000371537_fre.

Des solutions africaines aux problèmes africains

Comme dans la plupart des pays d'Afrique, les anciens et les chefs religieux sont des chefs de communautés de haute importance au Sahel. Les aînés bénéficient d'une haute estime et sont respectés pour leur expérience et leur sagesse. Les chefs religieux, considérés par beaucoup comme des guides spirituels, ont également une énorme influence sur leurs fidèles⁵⁷. Cela aide à expliquer pourquoi les initiatives communautaires qui prennent appui sur les traditions et qui ont pour but la résolution des conflits, ont plutôt donné de bons résultats dans diverses régions du Sahel. Depuis la nuit des temps, les communautés au Sahel se sont intéressées aux causes des conflits et ont trouvé des moyens pour y remédier. En impliquant des chefs communautaires, de telles initiatives auront plus de sens et donc plus de légitimité auprès de la population locale que les politiques des gouvernements qui sont souvent considérées comme des approches verticales.

L'époque où le DIH était juste l'affaire des militaires et des gouvernements, est révolue. Il est maintenant temps d'intégrer le DIH à l'ordre du jour quotidien des aînés, des chefs religieux et d'autres chefs communautaires. Il est important de maintenir un dialogue avec ces chefs communautaires, dans l'objectif de faire connaître le DIH et d'influencer le comportement des groupes armés afin de le faire respecter.

Pour résoudre véritablement les conflits, les processus devraient associer les rituels traditionnels et les initiatives prises par les communautés locales, notamment ceux liés aux violences intercommunautaires et aux violences entre les agriculteurs et les éleveurs⁵⁸. À ce propos, pour que les échanges soient constructifs, il conviendrait aussi d'associer des intermédiaires locaux qui faciliteraient le dialogue et qui serviraient de médiateurs entre les communautés locales. Par exemple, au Sahel⁵⁹, on peut citer les griots⁶⁰, les chefs traditionnels et communautaires ainsi que les femmes⁶¹. Ces intermédiaires devraient aussi être utilisés pour diffuser le DIH et

57 *Ibid.*

58 HCDH, « Mali : une haute fonctionnaire de l'ONU appelle à une approche holistique pour faire face à la crise en matière de sécurité et de droits de l'homme », 9 novembre 2021, disponible sur : <https://peacekeeping.un.org/fr/mali-une-haute-fonctionnaire-de-lonu-appelle-une-approche-holistique-pour-faire-face-la-crise-en>.

59 Bakary Sambe, « De bénéficiaires à coopérants : sortir des conflits de perception au Sahel », iD4D, 17 juin 2021, disponible sur : <https://ideas4development.org/sortir-conflits-perception-sahel/>.

60 Issus d'Afrique de l'Ouest, les griots sont des historiens de tradition orale, ils sont conteurs, musiciens, poètes, chanteurs de louanges. Les griots apparaissent au XIII^e siècle dans l'empire du Mali et depuis, ils ont su préserver l'histoire, la tradition orale et la lignée d'individus issus de leur communauté. Membres respectés et de haut-rang sous l'empire, les griots ont souvent été désignés comme « les archives vivantes des traditions des peuples ». Voir Ouattara Issiaka, « Le Griot dans la société traditionnelle africaine : patrimoine et survivance d'une conscience d'être et de la culture », *International Journal of Latest Research in Humanities and Social Science*, vol. 01, n° 12, disponible sur : <http://www.ijlrhss.com/paper/volume-1-issue-12/5-HSS-277.pdf>.

61 Christiane Agboton Johnson, « Peace and Security: Women's Leadership in Conflict Prevention and Resolution in the Sahel Region—Half the Sky... », Centre for Humanitarian Dialogue, avril 2013, disponible sur : <https://www.peacewomen.org/sites/default/files/Peace%20and%20Security%20-%20Women%27s%20leadership%20in%20conflict%20prevention%20and%20resolution%20in%20the%20Sahel%20Region.pdf>. Dans les pays du Sahel, les femmes ont toujours participé au maintien de la cohésion sociale. Au Mali, les femmes ont participé au processus de consolidation de la paix après le

le DIDH afin de sensibiliser les communautés locales à ces branches du droit. En l'espèce, il est également capital de montrer comment les principes fondamentaux de ces domaines du droit sont déjà ancrés dans les valeurs locales des communautés⁶².

Ainsi, l'idée d'impliquer les chefs traditionnels et religieux dans les stratégies de sortie de crise au Sahel commence à gagner du terrain. En décembre 2021, une réunion régionale qui s'est tenue à Dakar sous les auspices du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), a conclu à la nécessité de davantage prendre appui sur les stratégies endogènes⁶³ et divers mécanismes innovants ont été présentés permettant d'impliquer les chefs religieux dans les activités humanitaires et les initiatives de consolidation de la paix, pour la protection de la population civile.

Implication d'organismes financiers

Doté d'immenses ressources naturelles, d'un énorme potentiel d'énergie renouvelable, d'un patrimoine culturel et matériel ainsi que du capital humain que sont les jeunes, le Sahel, même avec les difficultés qu'il traverse, offre une multitude d'opportunités pour l'investissement et le développement. Cela offre aux États, aux partenaires de développement et aux investisseurs de nombreuses opportunités d'investissement qui pourraient construire la résilience des pays du Sahel face aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire. Cela permet aussi, grâce au développement, de donner aux femmes et aux jeunes plus d'autonomie, contribuant ainsi à l'objectif de promotion de la paix.

Les organismes financiers peuvent jouer un rôle considérable dans le développement et la construction de la paix au Sahel. Ces organismes ont l'opportunité de miser sur la jeunesse, les femmes entrepreneurs, les agriculteurs et les éleveurs dans la région. Dans la plupart des régions du Sahel, où l'accès aux services financiers est limité, de tels investissements responsabiliseraient des entrepreneurs individuels et construiraient la résilience au sein des communautés. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque européenne de développement et l'Agence française de Développement figurent parmi les organismes qui travaillent à la construction de la résilience au Sahel.

L'engagement de la Banque africaine de développement au Sahel est un bon exemple : ses investissements dans l'agriculture, l'énergie, les transports, l'entrepreneuriat et la responsabilisation des femmes ont eu des retombées positives sur la

conflit touareg dans les années 90, en allant voir directement les GANE pour négocier la libération des détenus. Le mouvement national des femmes pour la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale au Mali a joué un rôle particulièrement important dans les années 90 et au début des années 2010.

62 CICR, *Mieux faire respecter le droit international humanitaire dans les conflits armés non internationaux*, Genève, février 2008, p. 31, disponible sur : <https://shop.icrc.org/increasing-respect-for-international-humanitarian-law-in-non-international-armed-conflicts-pdf-en.html>.

63 Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, UNOWAS), « Contribution des légitimités religieuses et traditionnelles à la consolidation de la paix, la prévention et la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel », note conceptuelle du Séminaire Régional 16 au 17 décembre 2021, Dakar, Sénégal.

population locale. Les entretiens avec Yero Baldeh⁶⁴ et Amal Hamza⁶⁵ de la Banque africaine de développement qui figurent dans ce numéro de la *Revue* montrent quels sont les effets concrets du soutien d'organismes financiers et combien ce soutien participe à la résolution du conflit ainsi qu'à la construction de la paix.

Bien que toutes ces initiatives soient louables, cela ne suffit pas. D'autres organismes financiers et même des banques privées devraient être impliquées dans les programmes de sécurité et de développement du Sahel. Il n'y a pas de retour sur investissement sans la paix et un respect des règles. Ces organismes et ces banques doivent également soutenir les efforts menés pour faire respecter le DIH et le DIDH au Sahel, afin de protéger les civils et les biens civils.

Le Sahel dans dix ans

Ces dix dernières années, le Sahel a dû faire face à des défis humanitaires sans précédent en raison des conflits armés, du changement climatique et des déplacements. Nous devons maintenant travailler ensemble pour veiller à ce que la prochaine décennie réserve aux Sahéliens des changements significatifs et positifs : un Sahel construit par les Sahéliens et sur des valeurs sahéliennes, qui satisfera tout le monde, dans la paix et l'harmonie. Le futur du Sahel exige une gouvernance solide et efficace qui respecte la dignité humaine et veille à ce que personne ne soit laissé de côté. Les gouvernements doivent respecter leurs obligations tant du DIH que du DIDH. Les acteurs non étatiques doivent également comprendre, reconnaître et respecter leurs engagements pour protéger les êtres humains et la dignité humaine en temps de paix comme en période de conflit armé.

Cela suppose un dialogue ouvert et participatif entre les gouvernements et les communautés locales pour résoudre les conflits et accompagner le processus de consolidation de la paix.

Il est temps maintenant pour les Sahéliens, jeunes ou vieux, de s'approprier le DIH et le DIDH et d'obliger les auteurs de violations de ces branches du droit à répondre de leurs actes.

Un processus de consolidation d'une paix durable nécessite également de rendre compte des atrocités commises et des violations du droit international. Il sera primordial de mettre fin à la culture de l'impunité au Sahel pour respecter et faire respecter le DIH et les droits de l'homme, garantissant ainsi le respect de la dignité humaine. À cet égard, les systèmes judiciaires nationaux devraient jouer un rôle de premier plan.

Pour sortir gagnants de la crise humanitaire actuelle dans la région, les Sahéliens doivent créer un mouvement fort dans la région au lieu de regarder ailleurs ou d'être tributaires des non-Sahéliens pour trouver des solutions. Le renforcement des initiatives pour résoudre le conflit et consolider la paix permettra d'assurer plus durablement la paix dans la région.

64 Directeur du Bureau de coordination des États en transition, Banque africaine de développement.

65 Directrice de la Division du genre, de l'autonomisation des femmes et de la société civile, Banque africaine de développement.

L'annonce du retrait des troupes françaises en février 2022⁶⁶, après 9 ans de présence au Mali, devrait être perçue comme une occasion pour l'ensemble des pays du Sahel et pas seulement pour le Mali et les membres du G5, de s'approprier les règles de droit et le respect du DIH et du DIDH. Il est nécessaire que les pays du Sahel développent leur capacité de leadership pour gérer les problèmes de sécurité et finalement, pour faire du mantra « des solutions africaines aux problèmes africains », une réalité.

En effet, l'Afrique est le continent du futur et le Sahel est un modèle pour ce futur. Toutes les parties prenantes doivent s'unir pour saisir les opportunités que la région a à offrir.

À cette fin, ce numéro de la *Revue* consacré au « Sahel » a réuni, dans une série exceptionnelle d'articles, les points de vue de diplomates, d'acteurs humanitaires, de forces armées, de groupes de réflexion, d'institutions financières, mais aussi de grands juristes, d'experts agricoles et de spécialistes du changement climatique. Les entretiens et les articles académiques rassemblés dans ce numéro aideront à combler le manque de documentation sur ces questions et serviront de point de référence important sur les problèmes complexes auxquels les Sahéliens sont confrontés. Ils seront également un point d'entrée remarquable au Sahel et à l'extérieur, dans les échanges diplomatiques, politiques, humanitaires et universitaires qui visent à résoudre de manière permanente les défis humanitaires complexes dans la région du Sahel.

Bénéficiant de contributions de trente-deux auteurs sur des divers sujets ayant des conséquences sur la vie au quotidien des Sahéliens, ce numéro de la *Revue* offre une assise pour agir et une incitation pour faire respecter le DIH et le DIDH au Sahel. Comme expliqué précédemment, la situation actuelle au Sahel n'est pas imputable à une seule cause. La situation exige au contraire une analyse minutieuse de chacune de ces causes qui a conduit à l'instabilité et aux déplacements, comme l'ont fait les auteurs dans ce numéro.

66 France 24, « La France et ses partenaires annoncent leur retrait militaire du Mali », 17 février 2022, disponible sur : <https://www.france24.com/fr/france/20220217-en-direct-fin-de-partie-pour-l-operation-barkhane-au-mali>.